

Une séance très ordinaire

La séance du 19 novembre 1951 illustre bien les rapports difficiles entre l'Administration et l'assemblée. Comme cette dernière réclamait une fois de plus l'extension de ses compétences, le secrétaire général s'indigne : « il faut quand même que la Métropole garde un minimum de prérogatives dans les Territoires de l'Union française ! ». J. Millaud qui avait démissionné de la présidence un mois plus tôt réplique que « [La France] peut conserver certaines prérogatives, [mais] quand il s'agit des intérêts du Territoire, l'assemblée doit pouvoir intervenir ».

Le secrétaire général s'emporte contre les conseillers :

La Métropole fait ici des sacrifices considérables dont personne ne veut tenir compte : un million de francs métropolitains par an ! Mais cela on veut l'ignorer ici.

Nouvelle réplique de Jean Millaud :

La Métropole peut réduire ces dépenses. Nous n'avons pas besoin d'autant de personnel et elle pourrait ainsi réaliser quelques économies. J'ai tjs cherché à travailler avec l'Administration, mais lorsque j'ai vu que tous mes efforts aboutissaient à ce budget de 280 millions, j'ai compris et je suis parti.

Le secrétaire général – cherchant à faire diversion ou à mettre les conseillers en porte à faux – signale que le gouverneur « est décidé à proposer au Département (= le ministère de la France d'Outre-Mer) des mesures » comme **la modification de l'index de correction**. Il fait ainsi l'éloge du gouverneur : « il faut un souci élevé de ses responsabilités pour risquer l'impopularité auprès de tous les fonctionnaires généraux et locaux ». Il ajoute : « cela permettrait d'atténuer les dépenses ».

Sur ce terrain, les conseillers sont manifestement mal à l'aise.